

## Petites leçons du Brexit sur ce que vivent Paris et la France aujourd'hui



Un sondage YouGov démontre que les mesures économiques proposées par Jeremy Corbyn ont le vent en poupe. Ainsi, 64% des électeurs seraient favorables à une taxe de 50% sur les salaires de plus de 124 000 £, 56% d'entre eux seraient en faveur d'une renationalisation du rail, et 53% d'entre eux soutiennent l'idée d'un impôt sur la fortune.

Avec Michel Ruimy

Avec Edouard  
Husson

*Atlantico : Selon un sondage YouGov, les propositions de réformes économiques de Jeremy Corbyn, le leader du parti travailliste, en Grande-Bretagne, auraient le vent en poupe. Ainsi, 64% des électeurs seraient favorables à une taxe de 50% sur les salaires de plus de 124 000 £, 56% d'entre eux seraient en faveur d'une renationalisation du rail, et 53% d'entre eux soutiennent l'idée d'un impôt sur la fortune. encore un ISF pour 53% des électeurs. De plus, avec le Brexit, les salaires britanniques ne sont pas augmentés et l'immigration baissée. Outre-Manche, Paris devient de plus en plus attractive et prend pas à pas le relais de Londres.*

### **Atlantico : Au vu de ce qu'il se passe au Royaume-Uni, doit-on se réjouir de cette attractivité de Paris ? Paris est-elle une Londres à retardement ?**

**Michel Ruimy :** Il faut bien se rendre compte que tout ce qui va affaiblir durablement la Grande-Bretagne aura un impact négatif sur l'Europe et tout ce qui est mauvais pour l'Europe, est mauvais pour la place de Paris. Il est clair aujourd'hui que le Royaume-Uni, et plus particulièrement Londres, subira l'impact du Brexit. Les investisseurs ont déjà considéré le reste de l'Europe comme une alternative très attractive et Paris apparaît bien positionnée dans cette compétition.

Mais si la montée en puissance de l'attractivité de la capitale peut s'expliquer, dans une certaine mesure, par le Brexit, ce n'est pas le seul. Les investisseurs considèrent que la métropole saura tirer aussi parti, de manière positive, de l'impact de son engagement en matière d'environnement et d'investissements à impact social ainsi que des réformes favorables aux entreprises (loi Travail, baisse de l'impôt sur les sociétés - déjà actée de 33,3% à 31% avec un objectif de 25% en 2022 -, simplification administrative, généreux coups de pouce fiscaux pour les entreprises innovantes...) qui ont envoyé des signaux favorables aux chefs d'entreprise. Ainsi, nous ne sommes plus dans une perception d'image traditionnelle de Paris, vue comme une simple destination touristique : la capitale s'affirme davantage chaque jour auprès des investisseurs internationaux comme centre d'affaires mondial et son attractivité devrait, à l'avenir, continuer de progresser de manière significative.

Mais attention aux lendemains qui déchantent. Les barricades et les inscriptions sur l'Arc de Triomphe ont laissé des stigmates dans l'esprit des dirigeants. À l'étranger, les investisseurs ont pu avoir des doutes sur la capacité du gouvernement à tenir le cap des réformes. Autrement dit, sans les « Gilets jaunes », la capitale française serait encore mieux perçue. Le climat social et la manière dont une métropole peut fonctionner vont de plus en plus devenir un enjeu d'attractivité.

Quant à Londres, elle n'a pas dit son dernier mot. Elle a une puissance et une image qui font qu'elle a une forte résilience, y compris pour traverser la crise majeure qu'elle vit actuellement et sur laquelle il y a encore énormément d'incertitudes. Le rayonnement de la capitale britannique est encore très intense. Nul doute que la ville arrivera à tirer son épingle du jeu en trouvant un nouveau positionnement, par exemple, en proposant un certain affranchissement des contraintes et des règles que pose l'Europe, y compris fiscales.

**Edouard Husson** : Je ne partage pas le diagnostic. D'abord, parce que Londres résiste très bien à la crise du Brexit. Les postes qui sont partis de la City sont peu nombreux. L'immobilier a baissé en termes de prix mais ne s'est pas effondré. Les investissements étrangers sont abondants aussi à Londres et au Royaume-Uni. Si Paris attire des capitaux et des acheteurs, c'est de mon point de vue moins par un effet de vases communicants avec Londres que parce qu'il y a des liquidités gigantesques à disposition du fait du quantitative easing.

Et je dirai, de manière pessimiste, que même Paris, malgré la crise des Gilets Jaunes et malgré l'incompétence notoire de son équipe municipale, attire des capitaux. Je suis prêt à parier pour ma part que Londres va rebondir très fort après une victoire de Boris Johnson et des Tories. Et je vois plutôt un lent déclin de Paris, en particulier si Anne Hidalgo était réélue à la mairie: ce seront la congestion de la circulation automobile, la saleté des rues, les politiques du logement démagogiques et inefficaces qui continueront.

## **Quelles leçons pouvons-nous tirer du Royaume-Uni ?**

**Michel Ruimy** : Le Brexit crée une incertitude structurelle qui plonge le Royaume-Uni dans une crise sans fin. Ainsi, au plan économique, la croissance est passée de 3% à moins de 1%. L'investissement des entreprises, qui a reculé de 1% par an, s'est effondré de 50% dans le secteur automobile. La City devrait voir partir près de 1 000 milliards sur les 9 000 milliards de livres d'actifs qu'elle gère. Enfin, la vie politique britannique s'est « balkanisée » avec un parti conservateur réalisant le plus mauvais score de sa longue histoire aux dernières élections européennes (9%). Inversement, les promesses du Brexit se sont heurtées au principe de réalité : la libération de la croissance grâce à l'émancipation des règles européennes, l'arrêt de l'immigration, le réinvestissement dans la santé et l'éducation, la restauration de la souveraineté du Parlement et des tribunaux britanniques, le repositionnement du Royaume-Uni dans la mondialisation.

Le Brexit est également le choc historique, le plus dévastateur pour le Royaume-Uni depuis la Seconde Guerre mondiale. Sans majorité parlementaire, Boris Johnson est obligé de composer. Le pays a désespérément besoin d'une nouvelle narration. Or, les élections législatives du 12 décembre peuvent déboucher sur un paysage politique encore plus fragmenté plutôt que d'offrir au Premier ministre un mandat clair. Ce pourrait être une victoire à la Pyrrhus de Boris Johnson, laquelle propulserait Jeremy Corbyn au 10 Downing Street.

De manière générale, les démocraties libérales occidentales sont fragiles et attaquées par des populismes multiformes aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Italie ou en Europe centrale. La lutte contre les populismes doit donc d'abord être portée sur le terrain politique en renouvelant la classe politique et en modernisant les partis de gouvernement.

**Edouard Husson** : Autant je ne vois pas Londres décliner, autant il faut souhaiter un rééquilibrage avec le reste de la Grande-Bretagne. Le vote du Brexit a été à la fois un vote de reprise en main de la souveraineté, du point de vue d'une partie des élites; et un vote de rejet de la mondialisation et du modèle néolibéral par une partie de la population - les Somewheres de David Goodhart. Boris Johnson lui-même a sonné la fin du thatchérisme pour son parti; il revient à la tradition disraélienne de la réduction de la fracture entre « les deux nations ».

Il est bien évident que Jeremy Corbyn, vu le souhait de réduction des inégalités, aurait pu tirer son épingle du jeu. Mais il s'est privé de cartes précieuses en cessant de défendre le Brexit. S'il avait aidé Theresa May à faire passer son accord au printemps dernier, Jeremy Corbyn serait bien placé pour être aujourd'hui Premier ministre. Vous faites allusion au sondage YouGov qui montre une majorité de Britanniques favorables à une augmentation de la fiscalité ou à une renationalisation des chemins de fer. Mais cela peut servir autant les Tories version Boris que les travaillistes.

## **Les vraies causes du populisme sont aussi dans le rejet du statut quo économique et social et l'on voit qu'il y a au Royaume-Uni une demande de politique, de faire vraiment bouger les lignes. L'Europe continentale le comprend-elle ? Et la France ?**

**Michel Ruimy** : Les gouvernements, qui ont pris conscience de ce phénomène, doivent répondre à la décomposition des nations et à la déstabilisation des classes moyennes. Les questions de la stagnation des revenus, de la montée des inégalités, des impacts de la révolution numérique, de l'immigration ou du rapport de nos sociétés à l'islam doivent être débattues et traitées. Ceci signifie que tous ces sujets doivent faire l'objet d'un débat politique, sans crainte de l'anathème ou de l'avenir, et obtenir des solutions concrètes à moyen terme. La protection des frontières européennes, la réciprocité en matière commerciale ou une meilleure égalité des chances sont ainsi des thèmes politiques majeurs pour les prochaines élections. Winston Churchill affirmait : « Il ne sert à rien de déclarer que nous avons fait de notre mieux, il faut juste faire ce qui est nécessaire ».

À l'heure où les démocrates relèvent la tête à Istanbul, à Kiev et à Hong Kong, il serait temps que les partis de gouvernement s'attaquent aux racines de la défiance démocratique et renouent avec les classes moyennes, lesquelles étaient qualifiées de pilier de la démocratie par Alexis de Tocqueville.

Concernant la France, l'élection présidentielle de 2017 a été perçue à l'étranger (plus encore qu'en France) comme un coup d'arrêt à la vague populiste anti-libérale montante dans le monde occidental. Parmi les facteurs caractéristiques de la résilience démocratique française, figure le rôle personnel d'Emmanuel Macron, qui dans sa campagne pour la présidence a su faire la synthèse d'un rejet de l'opinion à l'égard des figures établies et de la continuité des politiques libérales et pro-européennes de la Vème République.

Pour autant, alors que tant d'événements se sont précipités depuis lors, les « recettes » de 2017 fonctionneront-elles encore lors des prochaines échéances ? Comment consolider en profondeur les bases de la vie démocratique dans ce pays de tradition « insurrectionnelle » ?

---

**Edouard Husson** : La Grande-Bretagne est en avance sur le reste de l'Europe: elle essaie de sortir d'une phase de la mondialisation qui n'a été heureuse que pour une partie de la société. Ce qui se passe depuis trois ans et demi au Royaume-Uni, c'est le retour en force de la politique. Cela désarçonne complètement nos dirigeants politiques qui se voyaient vivre dans un monde daRegardez comment Boris Johnson a su faire mentir tous ceux, à Londres et à Bruxelles, qui affirmaient que l'accord signé par Theresa May était intangible. Là où son prédécesseur avait tendance à se ranger à l'avis des « technos », Boris Johnson a remis tout le monde à faire de la politique: il est allé voir Varadkar, le Premier ministre irlandais, et lui a proposé de travailler en confiance à la sortie du mécanisme du backstop pour trouver une solution pour la frontière irlandaise qui soit acceptable par toutes les parties. Il a négocié en bilatéral avec Paris et Londres, contre les règles que s'étaient fixées l'UE, se paralysant elle-même. Johnson a tenu tête à Madame Merkel.

C'est sans doute la raison pour laquelle il va gagner les élections de décembre: une partie des milieux économiques a repris confiance et voudrait que le Brexit ait lieu pour que l'on puisse travailler sur des bases saines. Ce sont les mêmes qui ont fait céder Nigel Farage, amenant le patron du Brexit Party à ne pas présenter de candidats là où il y a des sortants conservateurs. C'est la principale leçon, selon moi, de ce qui se passe en Grande-Bretagne: la politique renaît, le populisme disparaît, quand les élites sont prêtes à mener des débats en leur sein.